

La colère ne faiblit pas

L'Égypte tend, à son tour, à s'installer durablement dans la tourmente. Hier mercredi, et pour la seconde journée de suite, des dizaines de milliers de personnes ont investi les rues du Caire et d'autres villes du pays pour réclamer le départ de Hosni Moubarak et son clan, au pouvoir depuis 1981.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - La férocité de la répression avec laquelle le pouvoir égyptien a réagi depuis le premier jour fait craindre le pire : mardi, déjà, on dénombrait 4 morts, dont un policier. Au Caire et dans la ville de Suez, les heurts entre les manifestants et la police ont été particulièrement violents. Initiée par le «Mouvement du 6 avril», un

groupe de jeunes se proclamant d'obédience démocrate, cette contestation a été ralliée, hier, par quasiment toute l'opposition égyptienne qui redoute d'être dépassée par les événements.

Notamment le très actif mouvement des Frères musulmans.

La réaction du Caire ne s'était pas fait attendre : pas moins de 500 arrestations parmi les manifestants, interdiction, par le ministère de l'Intérieur, de toute forme de manifestation publique et perturbation de l'internet, qui, comme en Tunisie, joue un rôle de premier plan dans ce mouvement de protestation.

Des réactions telles, que les alliés traditionnels du régime égyptien sont mis dans l'embarras. La secrétaire d'Etat améri-

caine, Hillary Clinton, qui affirmait mardi que «le gouvernement égyptien est stable malgré les manifestations», est revenue à la charge, hier, pour lancer : «Nous appelons toutes les parties (en Égypte ndr) à faire preuve de retenue et à s'abstenir de recourir à la violence».

Aussi, poursuit-elle, «nous soutenons les droits universels du peuple égyptien, notamment la liberté d'expression, d'association et de rassemblement et nous appelons les autorités égyptiennes à ne pas empêcher les manifestations pacifiques et à ne pas bloquer les communications, particulièrement celles des réseaux sociaux».

Formulant les mêmes demandes à l'endroit du Caire, le porte-parole de la Maison

Blanche, Robert Gibbs, précisera toutefois que «l'Égypte est pour nous une alliée proche et importante, et elle continuera à l'être».

Autrement dit, les Américains n'entendent nullement se faire «surprendre», comme c'était le cas de la France par exemple concernant la Tunisie, dans le cas de l'Égypte. Ils demandent juste au régime de Moubarak de s'amender, en concédant quelques libertés fondamentales, afin d'éviter un scénario «à la Ben Ali».

C'est, en substance, quasiment le même type de réactions enregistrées hier tant au niveau de l'Union européenne, de l'ONU et de Londres.

Hosni Moubarak, cédera-t-il pour autant aux «pressions amicales» de ses alliés ? Plus

que jamais, le Raïs est devant un dilemme : s'il «ouvre» comme le lui exige Washington, il aura, pour sûr, une vague de protestations qu'il lui sera difficile de contenir, tant est grande son impopularité à travers tout le pays.

D'avantage que Ben Ali, l'homme qui a imposé une chape de plomb sur l'Égypte depuis 30 ans ne peut qu'être rejeté par une rue qui n'attendait qu'un déclic.

S'il n'ouvre pas, il s'exposera également aux poussées de cette même rue, avec le soutien des Américains en moins.

Assurément, les prochaines heures seront cruciales pour le règne de Moubarak et l'avenir immédiat de l'Égypte.

Tout dépendra, en fait, de la détermination de la rue...

K. A.

Tunisie, une mobilisation au quotidien

Le gouvernement de transition de Mohamed Ghannouchi est face à une équation qui semble a priori insoluble. Mardi, la manifestation de soutien à un gouvernement d'union nationale a tourné court. Les quelques centaines de manifestants, brandissant des pancartes «oui à la révolution, non au chaos», n'ont pas fait le poids face aux milliers de personnes rassemblées devant le théâtre de Tunis, scandant «RCD dehors», «le peuple veut le départ du gouvernement», qui ont vite fait de prendre le dessus et de chasser les intrus. Au cours de la même journée, le gouvernement a annoncé le versement d'une allocation mensuelle de 150 dinars (78 euros) aux chômeurs diplômés, ainsi qu'une couverture sociale et un tarif réduit dans les transports publics, à condition qu'ils acceptent un emploi à mi-temps dans les services publics. Quant au remaniement ministériel, suite à la démission de cinq ministres dont trois syndicalistes, qui devait être annoncé mercredi, il n'a pas plus convaincu que les regrets du

Premier ministre Mohamed Ghannouchi à la télévision publique affirmant que lui aussi avait peur de Ben Ali. Hier encore, via la télévision publique, le gouvernement de transition n'a pas tout à fait renoncé à reprendre le contrôle de la situation. Les appels au calme et au retour à la normale, en attendant les élections, se sont multipliés. Il faut dire que le face-à-face entre une grande partie de la population et les autorités de transition inquiète. D'autant que la mobilisation populaire ne semble pas donner des signes d'essoufflement.

La place de la Casbah, devant le siège du gouvernement, ne désemplit pas. Aux centaines de personnes qui campent de jour comme de nuit sous des tentes bédouines sont venus s'ajouter des groupes venant de l'intérieur du pays dans le cadre de «la caravane de la liberté». Mardi, ils étaient plusieurs milliers. «Non au gouvernement francophile», «Oui pour un gouvernement qui choisira le peuple», «Pour un gouvernement de salut national», «Pour une Tunisie libre et démocratique», lit-on en

arabe sur des affichettes collées au mur ou brandies par les manifestants, qui scandent à tue-tête «RCD bara ! bara !» (dehors en arabe).

Sur une autre affichette, le visage d'un jeune, Abdelhamid Souiyi, avec inscrit en-dessous en arabe : «Quand relâcherez-vous nos enfants ?» Une chose est sûre, tout se passe dans le calme, avec une discipline exemplaire. Pas de mots de trop, pas de casse comme en Algérie. Les cafés, les magasins, les supermarchés et les boutiques de marque sont ouverts et connaissent la même affluence.

Et les islamistes ? Pour l'heure, on ne les voit pas beaucoup. Du moins, ils se font discrets. Personne n'est en mesure de dire quel est leur poids réel. En plus du mouvement Ennahda, qui affirme accepter le jeu démocratique, il y a le Parti de la libération islamique et les salafistes, nouveaux venus sur la scène politique tunisienne. Quoi qu'il en soit, les mots d'ordre scandés par la foule sont de nature démocratique. Sans doute les islamistes sont-ils en train de

De Tunis, Hassane Zerrouky

prendre la mesure d'un mouvement populaire dans lequel ils n'ont joué aucun rôle. C'est l'UGTT qui a été le fer de lance de cette contestation populaire à l'échelle du pays. Ce sont ses cadres syndicaux et ses militants de base qui encadrent le mouvement de contestation dans la plupart des régions. Ce qui fait que pour l'heure, la centrale syndicale tunisienne apparaît comme la seule force organisée à l'échelle nationale, avec laquelle il faudra compter.

Une chose est sûre, on assiste à un réveil d'une société longtemps privée de parole. En plus de ceux qui occupent la rue, des artistes, des intellectuels, des journalistes radio-téles et de la presse écrite sont en assemblées générales permanentes, débattant de ce que devrait être le futur de la Tunisie.

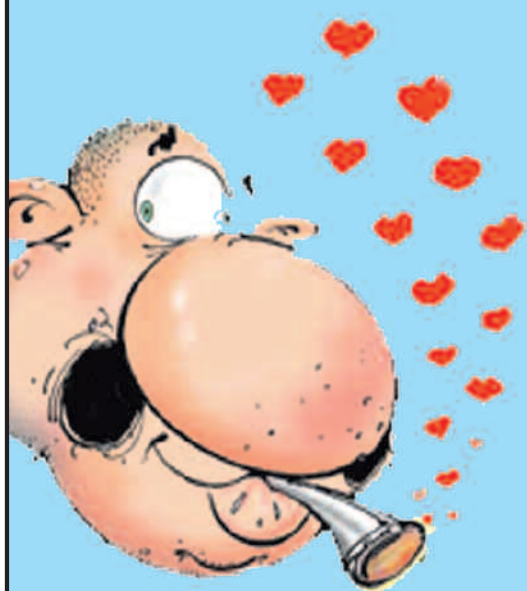
H. Z.

Le Soir sur Internet : <http://www.lesoiralgerie.com>
E-mail : info@lesoiralgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Les dossiers urgents du très planant FLN !

Pour tenter de calmer les choses, Abdekka procède à des changements. Youcef Yousfi prend la place d'Ouyahia à la tête du gouvernement. H'Mimed prend les rênes du FLN. Belkhadem dirigera désormais le RND. Et Benchikha succède à Bouchekriou au poste d'entraîneur de l'équipe nationale de handball.

Normal, quoi !

Voilà ce qui symbolise, à mes yeux, de manière parfaitement implacable le décalage mortel entre le FLN de Belkhadem et la poudrière sur laquelle sont assis les Algériennes et les Algériens aujourd'hui. Selon vous, chers lecteurs, quel débat fait rage au sein du Front en ce moment ? Quel est le sujet numéro 1 dans la villa de Hydra ? De quoi palabrent sans fin et parfois de manière féroce les dirigeants du FLN ? Des dernières émeutes qui ont endeuillé l'Algérie ? De la révolution de Jasmin en Tunisie ? De la bouillotte égyptienne qui menace de péter à tout moment ? Peuchère ! Vous rêvez, camarades ! Au parti de l'empastillé, dans les rangs de l'ancien unique parti très unique, au sein du FLN confisqué, on est entièrement concentré, totalement absorbé, absolument préoccupé par une question et une seule : l'élection le 1^{er} février prochain, à l'Assemblée nationale de son représentant au Conseil constitutionnel. Une élec-

tion qui, paraît-il, mettrait en concurrence deux députés du FLN. Ben dis donc ! Des torches humaines s'allument un peu partout à travers le territoire. Les routes sont de plus en plus coupées par les citoyens en colère, à tel point qu'il est devenu plus facile de compter celles qui n'ont pas été encore coupées, des lycéens, des profs, des médecins, des infirmiers, des dockers, des ouvriers du textile débrayant en masse, et à quoi travaillent le FLN et Belkhadem ? A faire élire leur candidat au Conseil constitutionnel ! C'est là que l'on peut mesurer la distance qui sépare l'empastillé et son parti de la population. Une distance à calculer en années-lumière. A ce niveau-là de décalage, on ne peut même plus parler de hors-jeu, mais carrément de dimensions parallèles. Ils ne sont plus avec nous, les mecs ! Ils gravitent, ils planent, ils survolent, ils papillonnent, ils flottent, mais ne se posent jamais. Même pas pour une escale polie, question de nous faire un petit coucou. Pour quoi faire ? Qu'ont-ils les bougres à s'encombrer d'immolés et de pendus ? Une seule chose compte pour Abdelaziz 2 et son parti-appareil : élire l'un des leurs, et surtout pas un autre pour siéger au Conseil constitutionnel. C'est proprement extraterrestre comme attitude ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.